



Déclaration de la CGT POUR UNE AUTRE POLITIQUE DU LOGEMENT !

Le 16^{ème} rapport de la Fondation Abbé Pierre et une récente publication de l'Insee sont venues rappeler et confirmer la réalité du mal logement en France, dont nul aujourd'hui ne peut nier l'ampleur et l'aggravation. Il est une des facettes de la crise du logement.

Bien sûr les mal logés sont issus des populations dont les revenus sont les plus faibles, les plus précaires. Mais au-delà des personnes les plus vulnérables, le mal logement touche aussi de plus en plus de salariés, de retraités du fait de la faiblesse des rémunérations et des pensions. L'insuffisance du nombre de logements disponibles et des niveaux de prix et de loyers insupportables pour beaucoup, contraignent ceux qui doivent se loger à accepter des logements trop petits pour eux et leur famille, n'ayant parfois pas le confort qu'ils souhaiteraient, beaucoup trop loin de leur travail, des services et des écoles... et beaucoup trop chers. Et que dire de l'accès au logement des jeunes, étudiants et salariés, qui demeure un véritable parcours du combattant ...

Le logement est un droit fondamental, un besoin essentiel pour tous. A le considérer comme une marchandise, le gouvernement pousse les prix immobiliers et les loyers à la hausse, réduit la capacité globale de production des logements locatifs sociaux, mystifie le pays en voulant faire croire que l'accession à la propriété généralisée est LA réponse à la crise du logement en France.

Lutter contre le mal logement, c'est agir pour une autre politique du Logement. La CGT est porteuse de propositions :

- renforcer les prérogatives des commissions logement au sein des comités d'entreprise,
- rendre aux salariés le « 1% logement »,
- revoir le Droit Au Logement Opposable sur la base des propositions du rapport du Conseil Économique et Social Environnemental et la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement urbain (SRU) en obligeant au respect des 20% de logements sociaux locatifs dans un délai raccourci,
- développer une politique foncière publique pour réduire la spéculation,
- créer un service public du logement.

Pour la CGT, il est indispensable et urgent d'œuvrer à la création d'un rapport de force qui tisse les convergences les plus larges possibles permettant ainsi d'inverser cette situation. Réflexions et propositions partagées, actions communes, la CGT s'engage. Il en va ainsi de notre participation à une journée d'action avec le mouvement associatif, des partis politiques et d'autres organisations syndicales le samedi 12 mars pour l'arrêt des expulsions, contre le logement cher et pour la production massive de logements sociaux.

Montreuil, le 3 février 2011